16 mois ferme pour le sapeur-pompier chauffard

Le petit Quentin n'avait que 6 ans, il a été renversé par un jeune sapeur-pompier volontaire qui a cumulé tous les risques pour arriver au plus vite à la caserne où il était d'astreinte.

Le 16 novembre prochain sera une date anniversaire funèbre pour les parents du petit Quentin. C'est en effet le 16 novembre 2006 que la vie de ce petit garçon de 6 ans s'est arrêtée. Sur un passage piéton qu'il était en train de traverser au côté de son papa.

Ce dernier, très digne au procès de l'auteur de cet accident mortel qui a fait beaucoup de bruit dans les environs du Tréport, a vu son enfant mourir sous ses yeux. L'avocat de la famille, Me Garraud, évoque la culpabilité de son client face à l'imparable, ce sentiment de n'avoir pas suffisamment protégé ce fils qu'il essaie de dompter à coup de psychothérapie.

Mais y avait-il moyen d'éviter le pire ? Les juges, le procureur sont tombés d'accord sur le fait qu'aucune erreur n'a été faite ni par le papa, ni par le jeune garçon. L'affaire est tout simplement tragique, elle relève d'une accumulation de fautes commises par le jeune pompier volontaire qui se rendait à la caserne parce qu'il venait d'être « bippé » pour une intervention.

Une vitesse excessive, de l'ordre de 100 km/h selon les gendarmes qui ont été témoins de l'accident, une chaussée glissante à cause de la pluie, une voiture qui ne lui appartenait pas et la prise de deux joints le matin même.

Le conducteur dit avoir vu le papa et pas le petit garçon. « J'ai cru à un embouteillage car il y avait plein de voitures arrêtées dans le sens inverse ». Même s'il avait mis les feux de détresse, il arrivait trop vite dans cette avenue des Canadiens, il n'a d'ailleurs même pas freiné au passage piéton. Le choc a été si terrible que l'enfant a été éjecté à plus de 11 mètres !

Dans la panique il continue son chemin, un acte peu glorieux qualifié au tribunal de délit de fuite. Il lui faudra 116 mètres pour prendre conscience de la gravité de son acte et s'arrêter. Suivi par un véhicule de la gendarmerie, il s'effondrera dans les bras de l'un d'eux en disant : « J'ai fait une connerie, mon père va me tuer ».

La règle des 5 minutes

De nombreux témoins, y compris les gendarmes qui s'étaient arrêtés au passage piéton pour laisser passer le père et l'enfant,

confirment qu'il roulait très vite.

Le prévenu expliquera qu'il avait voulu faire vite pour rejoindre la caserne où il avait été appelé pour une intervention. Les pompiers, touchés par cette affaire, ont expliqué dans une lettre anonyme les problèmes d'organisation du CODIS, cette fameuse « règle des 5 minutes » qui impose à chaque sapeur-pompier d'arriver le plus vite possible à la caserne, les pressions subies par les sapeurs du Tréport à propos d'une éventuelle professionnalisation du centre de secours.

Ce 16 novembre 2006, le prévenu devait intervenir sur un problème d'inondation. Rien d'urgent sauf qu'il n'avait pas pris soin de lire son bipper.

La maman a lu une lettre très poignante à l'invitation du tribunal. Le papa a dit qu'il lui était impossible de pardonner. « Le remord fait aussi partie de la condamnation », finira par souligner le juge à l'attention du prévenu effondré.

Les avocats de la partie civile, Me Capitaine et Me Garraud, ont accusé le conducteur pour son comportement dangereux et irresponsable. « On est sapeur-pompier pour sauver des vies, pas pour jouer au Zorro ! » Chacun s'est accordé à dire que l'accident aurait pu être évité s'il avait roulé à 50 km/h.

Le procureur parle de circonstances causales : « Cet accident a eu lieu parce qu'il était sapeur-pompier ». De cette obsession de la règle des 5 minutes, de cette excitation du bip. « Mais contrairement à d'autres personnes, souvent « oublieuses » de tels faits, ce jeune homme est conscient de ce qu'il a fait ». Trente-six mois de prison dont seize mois ferme ont été requis à son encontre, le procureur a prononcé l'annulation de son permis pour une durée de cinq ans.

Me Cobert pour la défense souligne que son client n'a jamais cherché d'excuses. Elle évoque également l'hypocrisie du système des sapeurs volontaires, cette épée de Damoclès qui pèse sur le centre de secours du Tréport.

« Mon client n'est pas une tête brûlée ni un fou du volant d'habitude, c'est aussi quelqu'un de très sensible qui a décidé de s'engager dans une association pour témoigner à l'avenir ».

La sanction est lourde, le tribunal a suivi les réquisitions du parquet.